



LE SERVICE PUBLIC territorial
C'EST UN bien PUBLIC

Dans l'intérêt de toute la population pour le progrès social de tous massivement, FAISONS GREVE ET MANIFESTONS LE 20 NOVEMBRE 2007

Messieurs WOERTH et SANTINI, en fidèles applicateurs de la doctrine du Président de la République, confirment leur volonté de rester sourds aux légitimes exigences des personnels et de leurs organisations syndicales. Pire, sur les grandes questions touchant à la Fonction publique, ils tentent d'imposer des mesures contraires à l'intérêt des agents et à celui de l'ensemble de la population.

La plupart de leurs projets de réforme des services publics, marquée du sceau du libéralisme le plus agressif, vise avant tout à réduire les effectifs et à mettre en œuvre de nouvelles privatisations.

Alors que la perte de pouvoir d'achat généralisée culmine à des sommets rarement atteints, les ministres annoncent de manière unilatérale des dispositions consistant à payer une partie minime de leur dû à certaines catégories de personnels ou à médiocrement indemniser 1 à 2 % des agents.

La baisse de la qualité du service rendu à l'utilisateur ainsi que de nouvelles détériorations des conditions de travail sont annoncées avec l'aggravation des suppressions d'emplois.

Des attaques frontales contre le statut des fonctionnaires porteur de garanties pour les citoyens sont à l'ordre du jour, alors que des centaines de milliers de salariés sont laissés dans la précarité.

Opposées radicalement à de tels objectifs de régressions sociales, nos organisations entendent, quant à elles, promouvoir de véritables alternatives porteuses de justice et de progrès social pour tous.

Contre toutes les tentatives de division des travailleurs, nous portons les solidarités entre les salariés des régimes spéciaux, des régimes spécifiques et du régime général, du secteur privé et du secteur public, et ce, dans l'unité la plus large.

C'est pourquoi, dans le prolongement des actions qui ont déjà eu lieu et en exprimant la communauté des intérêts du monde du travail

**Nos organisations appellent à faire de la journée du 20 novembre
un temps fort de la lutte
par la grève et les manifestations,
POUR :**

- ↪ Le rattrapage pour tous des pertes de pouvoir d'achat –tant pour les actifs que pour les retraités- et l'ouverture immédiate de négociations salariales.
- ↪ Un emploi public statutaire basé sur les besoins de toute la population, et en particulier de la jeunesse et des plus démunis, l'arrêt des suppressions d'emplois.
- ↪ La préservation et l'amélioration du statut des fonctionnaires dans le souci de l'intérêt général.
- ↪ La résorption de la précarité, la titularisation des non-titulaires.
- ↪ L'amélioration concrète et urgente des conditions de travail.
- ↪ Une véritable réforme solidaire des retraites, en rupture avec les régressions déjà mises en œuvre ou projetées.
- ↪ La CGT demande à nouveau l'ouverture de négociations immédiates sur l'ensemble des points ci-dessus et sur la base des revendications unitaires. Dans la fonction publique comme dans les autres secteurs, un véritable dialogue social prenant la forme de négociations est indispensable.

Soyons toutes et tous dans l'action le 20 novembre 2007

Montreuil, le 14 novembre 2007